



25th August 2020

EUROPEAN COMMISSION:

Action plan for a comprehensive Union policy on preventing money laundering and terrorist financing

Pour les personnels des finances et douanes en Europe, la lutte contre l'économie souterraine et contre ses sources de financements illégaux constituent depuis longtemps l'une des préoccupations quotidiennes. L'UFE s'est déjà prononcée sur cette thématique et a proposé des pistes d'évolutions concrètes pour mieux lutter contre ces dérives d'un libéralisme débridé et dérégulé.

L'UFE se félicite de la nouvelle initiative globale prise par la Commission von der Leyen, qui traduit de façon très juste les soucis des agents des finances et des douanes, qui luttent comme ils le peuvent au quotidien pour une société et une économie plus justes.

Selon l'UFE, la première priorité doit aller vers le renforcement des capacités d'investigations et de sanctions contre les actions et tentatives de blanchiment : outils juridiques et moyens techniques mais aussi et surtout, capacités humaines consacrées à cette lutte... cela signifie assurer la présence physique effective de douaniers et d'agents des administrations fiscales sur toutes les routes du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme. Seuls, les outils techniques et numériques sont de bien pâles épouvantails face à des organisations toujours plus structurées, armées et conseillées pour se faufiler dans les méandres des règles encore imparfaitement harmonisées.

L'autre priorité absolue doit favoriser toutes les initiatives pour harmoniser les règles du jeu financier européen et favoriser le partage et l'échange élargi des renseignements opérationnels entre autorités de surveillance tout comme entre

administrations fiscales et douanières chargées de lutter contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Des actions coordonnées entre États membres et institutions européennes sont vivement souhaitées : harmonisation des obligations déclaratives, suppression d'exemptions et de régimes dérogatoires, limitation des transactions en numéraire, développement de formations et d'enquêtes communes aux cellules de renseignements financiers et aux autorités administratives fiscales et douanières sous l'égide de la Commission, facilitation des investigations par les partenaires privés... autant de pistes de réflexion que l'UFE souhaite partager avec la Commission européenne au travers de cette consultation publique.

Résolument, les personnels des finances et des douanes en Europe se tiennent aux côtés des bonnes volontés européennes pour améliorer la lutte contre le blanchiment et le financement de toutes les activités illégales.

PRESS CONTACT:

Arnaud Picard

Chairman of the UFE Customs Commission

+33 615 32 55 96

Florian Köbler

President

+49 151 229 226 22